

La Lettre

des élus communistes et apparentés

n°7 - Janvier 2009

-2,4 %

C'est la chute de l'indice de la production industrielle nationale en novembre dernier. Les défaillances d'entreprises -surtout les petites unités- ont augmenté de 12% en 2008. Dans le Rhône, plus de 5.000 salariés sont touchés par le chômage partiel et le nombre de demandeurs d'emplois est en hausse de 8,1%. Les dossiers de surendettement ont grimpé de 28,9% pour le seul mois de décembre. Qui paye la gabegie des financiers et banquiers ? Nous !

Conseil municipal de la ville de Vénissieux du 19 janvier 2009



Pour cette nouvelle année 2009, le groupe des élus communistes et apparentés de Vénissieux vous transmet ses vœux les plus chaleureux pour chacun, petits et grands, travailleurs, retraités, ou en recherche d'emplois, pour tous ceux qui croient en une société plus juste. Vœux de paix surtout devant la violation du droit international dont s'est rendu coupable l'Etat d'Israël, devant les massacres à GAZA, l'utilisation des bombes criminelles au phosphore, devant l'attaque délibérée d'objectifs civils et humanitaires en Palestine. Vœux d'un cessez-le-feu durable entre les belligérants et pour une reconnaissance internationale de l'Etat palestinien. Vœux de solidarité et d'espoirs avec les salariés de Saint-Jean Industries en lutte pour conserver leurs emplois. Vœux de rébellion devant les agressions répétées du tandem Sarkozy-Fillon contre les acquis sociaux hérités du CNR, de mai 1968, des combats syndicaux du XXème siècle, devant les attaques contre la République elle-même, et contre les communes, matrice de notre démocratie, héritières de la révolution de 1789. Alors oui, en 2009, nous pouvons nous rassembler, nous devons entrer en résistance !

Henri Thivillier
Président du groupe des élus communistes et apparentés

// Dossier

Le capitalisme du désastre est entré en action. Le laisser-faire des marchés prôné depuis plus de vingt ans par les chantres du libéralisme, l'incurie des financiers et des banquiers se payent cash, sur le dos des salariés, licenciés ou mis au chômage partiel, et sur le dos des intérimaires, premières victimes de la crise dans le secteur automobile et du BTP. Alors que le tandem Sarkozy-Fillon n'a pas versé un seul centime d'euro pour relancer la consommation et le pouvoir d'achat des Français, l'heure est plus que jamais à la mobilisation, à la lutte et à l'action si l'on veut sauver les emplois et l'activité industrielle dans le sud-est Lyonnais. Le point à Vénissieux.

L'EMPLOI ET L'INDUSTRIE AU COEUR DES LUTTES

Saint-Jean Industries (sous-traitant automobile, ex Duranton) : 108 emplois menacés. Renault Trucks : 90 jours de chômage partiel prévus en 2009 concernant 4600 salariés. Bosch : 31 jours de fermeture entre septembre et décembre 2008, a priori trois semaines de chômage technique à venir. Frascone Industrie : en liquidation, 20 salariés menacés. Etc, etc. Cette crise, fruit du capitalisme du profit immédiat, fruit de l'impéritie des argentiers de la finance et des apôtres de la mondialisation dérégulée, fait des ravages considérables. A Vénissieux, dans l'agglomération, dans la région, partout en France, les plans sociaux se multiplient, les chômage partiel explose et les salariés trinquent et payent la note des traders et financiers, les poches bien remplies par la spéculation et la droite libérale, de Reagan-Thatcher à Berlusconi-Sarkozy.

Audition des salariés

L'audition des salariés, des syndicalistes et secrétaire du comité d'entreprise de la société Saint-Jean Industries et de Renault Trucks, en préambule du conseil municipal, a donné un éclairage sur la nature de cette crise : «Le groupe fait des bénéfices



André Gerin et le groupe des élus communistes solidaires des actions menées par les salariés de Saint-Jean Industries

et veut délocaliser notre production en Inde. C'est le fruit du toujours plus de profits, le diktat des gros donneurs d'ordre sur les sous-traitants au détriment des emplois, des salariés et des familles.»

Et Henri Thivillier, au nom du groupe des élus, d'enchaîner : «Renault Trucks, Volvo, Peugeot doivent venir s'expliquer devant les travailleurs de la sous-traitance et rendre des comptes sur leurs exigences de rentabilité financière. Quant au PDG de Saint-Jean, il doit venir dire à ses employés comment il a saisi l'opportunité d'une re-

- Venez assister à la Commission générale publique -

le 26 février 2009 à 18h30,
salle Jacques Duclos (3^{ème} étage de l'Hôtel de Ville)

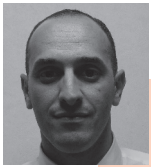
négociation de marché pour justifier une délocalisation en Croatie ou ailleurs». L'année 2009 est donc celle où la crise du capitalisme de ces 30 dernières années présente la note aux salariés, intérimaires, aux collectivités locales -lesquelles doivent assurer leurs missions sociales avec des dotations de l'Etat de plus en plus faibles-, aux PME et TPE, etc. C'est dans ce contexte international sinistré que le groupe des élus communistes se réjouit de la création du conseil de développement industriel Lyon Sud Est, dont le pilotage stratégique est assuré par le président de la CCI de Lyon, Guy Mathiolon, et André Gerin. Un nouvel outil qui ne sera pas de trop, non seulement pour épauler les entreprises à Vénissieux, mais aussi pour développer une industrie forte et moderne dans le Sud-Est Lyonnais.

«Les salariés sont livrés à eux-mêmes !»

C'est un témoignage qui en dit long sur les règles actuelles. Perte de son principal client Renault-Trucks (près de 60% du CA), qui décide de s'adresser à un fournisseur en Inde, un courrier pour officialiser le tout et voilà l'entreprise Saint-Jean Industries (ex Duranton) devant le fait accompli. Fermeture prévue : juillet. A la clé, 108 salariés sur le carreau ! Devant le conseil municipal, le personnel en grève est venu faire part de son désarroi : «Nous sommes livrés à nous-mêmes, tout le monde compatit mais personne n'agit. Faire faire des pièces en Inde alors qu'elles sont produites à 200 mètres de notre client...», constate, amer, le secrétaire du syndicat CGT de Renault-Trucks Lyon. Reste que le groupe des élus communistes et André Gerin ne comptent pas baisser les bras. Le député-maire a adressé deux courriers les 24 et 26 janvier : l'un au premier ministre, François Fillon, dans lequel il appelle le gouvernement «à s'opposer à toute nouvelle délocalisation et à impulser une véritable politique de relocalisation des activités indispensables au «made in France» du secteur automobile», l'autre au PDG de Saint-Jean Industries qu'il interpelle en ces termes : «aujourd'hui vous avez des comptes à rendre. Personne ne peut jouer avec les productions industrielles et les emplois au mépris des lois !». Non, la messe n'est pas dite !

«Un outil de prévention indispensable»

INTERVIEW DE BAYREM BRAÏKI, ADJOINT À L'ECONOMIE,
À LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET À L'EMPLOI



Le conseil de développement industriel de Lyon Sud Est vient d'être créé. Comment va-t-il fonctionner ?

► **BAYREM BRAÏKI** : «Le comité de pilotage est présidé conjointement par André Gerin et le président de la CCI de Lyon, Guy Mathiolon. Il sera proposé à la Courly et à la Région de désigner un représentant. C'est lui qui définit les propositions stratégiques telles que le maintien d'une politique industrielle forte dans le sud-est lyonnais, notamment dans les secteurs de la métallurgie, de la chimie et de l'agroalimentaire, ou encore la relocalisation des entreprises expatriées. Le comité technique, qui réunira la Ville, la CCIL, les associations d'entreprises du territoire, les grands groupes industriels, déclinera sur le terrain les grandes orientations prises par le comité de

pilotage. C'est une vision transversale que le conseil industriel va nous offrir, aussi bien pour prévenir les conflits, éviter les délocalisations que pour aider les entreprises. Je pense notamment aux PME-PMI et TPE-TPI»

La crise risque d'anéantir en premier lieu les petites sociétés. Comment le conseil va leur venir en aide ?

► **BAYREM BRAÏKI** : «Je vais vous parler de la situation de Saint-Jean Industries. André Gerin a pris à bras le corps ce dossier et se bat comme un diable pour sauver les emplois et l'activité de l'usine. Face à un tel cas de figure, le conseil industriel permettra dans un premier temps de réunir tous les partenaires, tous les acteurs économiques, industriels, politiques au sein d'une même instance. Les entreprises pourront nous interpeller, nous prévenir en amont afin de nous

faire remonter des informations, ce qui nous donnera une légitimité pour peser collectivement dans la défense de l'emploi et de l'industrie du sud-est lyonnais»

Vu l'ampleur de la crise, le conseil industriel devrait trouver très vite sa légitimité.

► **BAYREM BRAÏKI** : «Pour la bataille de l'emploi, on est obligés aujourd'hui de s'armer autrement, d'apporter des réponses collectives aussi bien au niveau de la prévention que de l'intervention. Tous les acteurs doivent être impliqués dans ce combat-là, que ce soit à Vénissieux ou sur l'ensemble du bassin industriel. Car les premières victimes, ce sont les TPE-TPI et PME-PMI et n'oublions pas que l'artisanat, c'est la première entreprise en France ! Le conseil industriel est légitime pour leur venir en aide »

► **Manifestation : le CFAL monte à Paris**

L'association Parfer et les riverains ont manifesté dans la capitale, mercredi 21 janvier. Quelque 1000 personnes ont effectué le déplacement pour exiger que le Contournement Fret n'emprunte pas les zones fortement peuplées et urbanisées du Sud Est Lyonnais et du val d'Ozon. La délégation d'élus de Vénissieux s'est jointe au cortège et a été reçue, dans un premier temps, au Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire avant d'exposer les revendications aux présidents de groupe de l'Assemblée Nationale. Une manifestation importante alors que le préfet devrait retenir, début février, les trois derniers tracés en vue du choix final.

► **Une motion pour la Palestine**

Présentée par le groupe communiste, soutenue par la majorité municipale, la motion qui demande l'arrêt des combats à Gaza a été adoptée à l'unanimité par le conseil municipal de Vénissieux du 19 janvier. Le texte demande le retrait total des forces militaires israéliennes du territoire palestinien, la levée du blocus de Gaza, la libération des prisonniers et otages, l'application du droit international et la reconnaissance de l'Etat Palestinien, souverain et autonome. La municipalité de Vénissieux réfléchit par ailleurs à la mise en place d'un dispositif technique et financier afin de participer à la reconstruction de la ville de Gaza et à l'action sociale et humanitaire auprès des populations meurtries par cette nouvelle guerre.

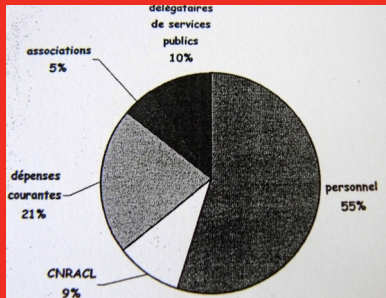
LES INTERVENTIONS AU CONSEIL MUNICIPAL



**CE SONT LES CONTRIBUABLES
QUI TRINQUENT !**

PAR **YOLANDE PEYTAVIN**

« Quelle que soit la manière dont on aborde les annonces du gouvernement, le résultat est le même : ce sont les contribuables locaux qui trinqueront. Soit parce que les collectivités locales seront contraintes d'augmenter leurs impôts pour compenser le désengagement de l'Etat, soit parce qu'elles seront forcées de réduire les services qu'elles leur apportent ou les investissements qu'elles assument. C'est le fondement même du service public local qui est en cause, et la situation est grave. Nos habitants n'ont pourtant pas à supporter la crise, eux qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts avec l'un des pouvoirs d'achat les plus bas de l'agglomération lyonnaise ! »



UN BUDGET DE RÉSISTANCE

PAR **ANDRÉ GERIN**

« Les orientations que nous avons prises vont déboucher ce que j'appellerais un budget de résistance. Nous n'allons pas augmenter les impôts afin de ne pas ajouter de difficultés supplémentaires aux familles populaires. En matière fiscale, les ressources financières autonomes des villes ne représentent qu'un tiers du budget. Le désengagement de l'Etat va bien au-delà d'un simple transfert de charges. Il y a la volonté de faire disparaître les communes pour éclater la souveraineté nationale. C'est le maillon de base de la République qui est menacé. Mais Vénissieux, entrée en résistance, est une ville qui va de l'avant, dont la gestion raisonnée et les investissements contribuent à son développement »

PAS D'AUGMENTATION D'IMPÔTS A VENISSIEUX

A Vénissieux, contrairement à d'autres communes de l'agglomération lyonnaise, la Ville n'augmentera pas ses taux d'imposition (taxe d'habitation, taxes sur le foncier bâti et non bâti). « La Ville, s'appuyant sur une situation financière saine, n'alourdira pas la pression fiscale pour ne pas réduire encore plus le pouvoir d'achat des Vénissiens, déjà touchés par la crise et la politique du gouvernement Sarkozy-Fillon », a expliqué Evelyne Ebersviller, adjointe aux Finances. Afin de maintenir sa politique d'investissement et d'atteindre son objectif de 60 000 habitants en 2011 - la Ville compte désormais 57 754 habitants, soit +2,2% par rapport à 1999 -, et malgré le manque à gagner dû à l'Etat, le groupe des élus communistes approuve cette orientation budgétaire qui prévoit une baisse de 1% des dépenses de fonctionnement sur l'ensemble des postes. En cette année 2009, l'objectif était clair : « ne pas ajouter de crise à la crise ». C'est chose faite.

ÉTAT : UN DÉSENGAGEMENT SANS PRÉCÉDENT

DIMINUTION DES COMPENSATIONS, DES DOTATIONS ET SUPPRESSION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

C'est une mécanique implacable que le gouvernement a mise en place. Sur toutes les lignes budgétaires octroyées aux collectivités locales, l'Etat effectue des coupes sombres sans précédent qui étranglent les finances des communes, remettent en cause la qualité des services publics au détriment, ni plus ni moins, des habitants et de la continuité territoriale.

Ce sont les chiffres eux-mêmes, et non pas une interprétation partisane, qui donnent l'ampleur du désengagement tous azimuts engagé par le gouvernement Fillon. Premièrement, le ministère de l'économie avait tablé sur une inflation pour la loi de finances 2008 de 1,6%. Or pour la même année, l'inflation des dépenses pour les communes a été de... 3,5% ! Il va s'en dire que le pouvoir d'achat des maires est rogné d'année en année. Dans le cadre de la loi de finances 2009, l'enveloppe globale de dotations est limitée à l'inflation prévisionnelle. Le fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) verrait son évolution limitée à partir de 2010. Rappelons que c'est le rembour-

sement de la TVA payée par les collectivités sur leurs investissements, le préjudice n'est donc pas moindre. La réforme de la dotation de solidarité urbaine (DSU), repoussée en 2010, risque de pénaliser lourdement le développement économique et social des quartiers défavorisés. Par ailleurs, l'Etat entend diminuer les compensations qu'il doit aux collectivités au titre des exonérations fiscales, bien qu'ils les aient lui-même décidées. Cette baisse pourrait atteindre 17%.

A cette longue liste, on ne peut passer sous silence la mort programmée de la taxe professionnelle. Il est clair qu'à terme l'Etat veut la faire disparaître. C'est tout simplement la principale ressource de la communauté urbaine qui est en sursis. Par effet de dominos, à travers le jeu des attributions de compensation de la TP (qui n'ont pas augmenté depuis 2003) des communautés vers les communes, la ville de Vénissieux va enregistrer, au bas mot, une perte de 4 millions d'€.

L'AGENDA 2009

Le 29 janvier : Une journée qui fera date ? Comme le titrait le Canard Enchaîné, «Enfin Sarko fait marcher la France». Une chose est sûre : privé et public se sont très fortement mobilisés pour défendre l'emploi et le pouvoir d'achat. Quelque 40 000 personnes ont défilé à Lyon ! Le plan de relance Sarkozy-Fillon peut-il encore rester sourd aux attentes populaires ? **Le 25 février** : Le conseil citoyen du développement humain et durable se réunit pour mettre en place une «Semaine de la propreté», campagne de sensibilisation et de participation qui aura lieu ce printemps. **Le 26 février** : à l'Hôtel de Ville, commission générale publique sur les finances et le budget de la Ville. A l'heure où l'Etat se désengage tous azimuts, un rendez-vous de première importance auquel sont invités les Vénissiens, associations, forces sociales et syndicats. **Le 6 mars** : Journée internationale des Femmes, salle Joliot-Curie à 18h00, avec une exposition et des performances de l'association Conciliabules, qui mène des actions en faveur des femmes isolées, avec ou sans enfants et de nationalités multiples.

LE 14 MARS : VOTEZ !

MOBILISATION POUR LA DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

C'est un scrutin à un tour, un scrutin important pour la démocratie participative, pour la citoyenneté et l'implication de chacun dans la vie de son quartier, dans la vie de Vénissieux. Le 14 mars, l'élection des délégués de quartier, pour un mandat de trois ans, aura lieu dans chacun des 13 quartiers de la commune. 15 bureaux de vote vont ouvrir leurs portes : un pour chacun des quartiers et deux bureaux de vote pour les quartiers Charréard / Max Barel et George Lévy / Ernest Renan / Moulin à vent.

Qui peut voter ? Tous les habitants du quartier, de toutes nationalités, âgés de 18 ans et plus. Le vote par procuration est aussi admis dans la limite de deux procurations par votant. Elles seront enregistrées jusqu'au 11 mars 2009 à l'aide d'un formulaire tenu à disposition à l'Hôtel de Ville. La participation relève donc d'un acte citoyen, d'un acte ouvert au plus grand nombre, un acte simple, un acte d'engagement.

L'autre versant de ce scrutin, ce sont bien évidemment les candidatures. Là encore, les conditions ne sont pas drastiques. Pour être candidat à l'élection des délégués de son quartier, il faut l'habiter et être âgé de 18 ans ou plus. Un délégué sortant peut à nouveau présenter sa candidature.

Premières remontées

Depuis le mois de janvier, les conseils de quartier tiennent leurs assemblées générales. Un thème transversal se détache nettement : celui de la propreté. Une semaine de la propreté est à l'étude -car ces habitudes-là relèvent également



Les conseils de quartier ont tenu leurs assemblées générales tout au long des mois de janvier et février. Place maintenant au vote des nouveaux délégués, le 14 mars.

de la citoyenneté- ainsi que des discussions approfondies avec les partenaires, notamment le Grand Lyon, pour améliorer la situation. Autre préoccupation commune de la part des habitants : la question de la relation avec les bailleurs et le rôle que peut jouer en interface le conseil de quartier. La reconstruction de la Maison de l'Enfance pour le quartier Joliot Curie, la place des médecins de quartier à Saint-Exupéry, le redéploiement des lignes de bus en lien avec l'arrivée du tramway (question forte sur le quartier Gabriel Péri), la question du stationnement, notamment en centre-ville, ont été évoqués au cours de ces nombreuses AG. Sur certains points, le conseil de quartier est déjà à l'ouvrage, sur d'autres, que ce soit des travaux ou de nouveaux aménagements, le calendrier de travail va vite voir le jour. A tous ceux qui hésitent avant d'aller voter, à tous ceux -au premier rang desquels figure l'opposition- qui ne cessent de railler le rôle des conseils de quartier- la réponse est claire : oui voter le 14 mars a du sens, et la liste susmentionnée des requêtes des habitants en est la preuve.

➤ LES ECHOS DU CONSEIL

► **UNE CHATTE N'Y RETROUVERAIT PAS SES PETITS, SURTOUT À L'UMP**: en politique, les virages à 180° sont les plus difficiles à aborder. Car il s'agit de ne pas faire crisser les pneus, sous peine d'être remarqué. Lors de l'audition des salariés de Saint-Jean Industries, Christophe Girard et l'UMP ont vu dans la liquidation annoncée de la société la main «de l'Europe, cette Europe ouverte à tous les vents, à l'ultralibéralisme». En clair, la droite libérale tape sur l'Europe libérale qu'elle a contribué à mettre en place. Or lors du référendum du 29 mai 2005, qui appelait à voter oui «à cette Europe ouverte à tous les vents»? Nicolas Sarkozy et l'UMP, devenus depuis lors les hérauts d'un capitalisme régulé... mais, sincèrement, personne n'est obligé d'y croire. ► **LES PETITS PAPIERS** : selon l'opposition, pour réduire les dépenses de fonctionnement et équilibrer le budget de la Ville, il faudrait éliminer les gaspillages de tous ordres, qui l'inflation de papier, qui le budget communication, qui le journal Expressions, qui, qui, qui. Un, la presse écrite est un pilier de la démocratie. Deux, les rames de papier pour la photocopieuse sont-elles en mesure de compenser les tonnes de papier fiduciaire parties en fumée sur les places boursières ? Keynes, lui-même, serait dubitatif. Ce qui serait plus efficace, comme l'a dit Yolande Peytavin, première adjointe, c'est de penser à une réforme équitable de la fiscalité avec la Courly et de prendre en compte la base des revenus des foyers dans le calcul des impôts locaux.

N'hésitez pas à nous envoyer vos réactions et opinions par courrier
au Groupe des élus communistes et apparentés, - 5 avenue Marcel-Houël, 69200 Vénissieux-,
par mail à : groupe.communiste@ville-venissieux.fr ou sur le site du groupe <http://gec.venissieux.org/>